

# AIDE HUMANITAIRE INTERNATIONALE

## RÉSUMÉ DU RAPPORT 2015

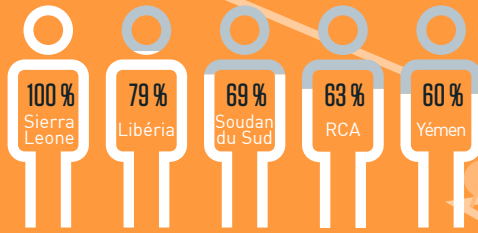


Global Humanitarian Assistance

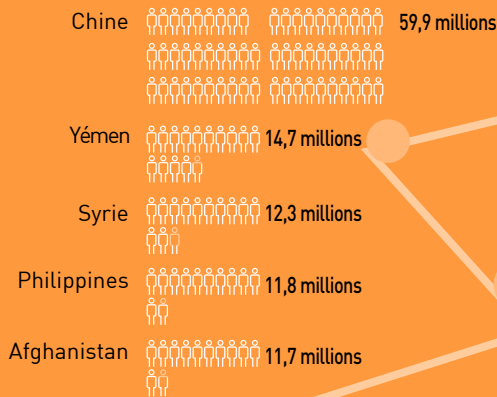
A DEVELOPMENT INITIATIVE 

## Quelle a été la population touchée ?

Pourcentage de population touchée :  
5 principaux pays, 2014



Nombre de personnes touchées :  
5 principaux pays, 2014



## Montant donné...



Financement et besoins non satisfaits,  
appels de l'ONU, 2013-2014



## D'où proviennent les fonds ?

Contributions  
des États

**18,7 milliards US\$**  
2014  
15,1 milliards US\$ en 2013

Contributions  
privées

**5,8 milliards US\$**  
2014  
5,4 milliards US\$ en 2013

5 principaux gouvernements donateurs  
de l'aide humanitaire internationale, 2014

Donateurs du CAD de l'OCDE

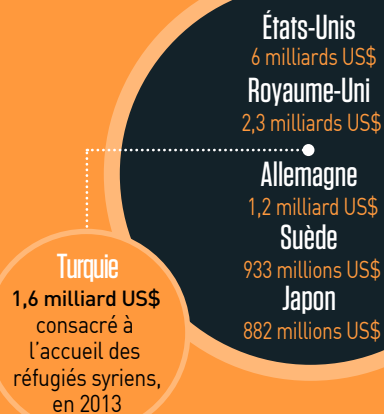
**16,8 milliards US\$**  
2014  
14,3 milliards US\$ en 2013

Autres gouvernements donateurs

**1,9 milliard US\$**  
2014  
0,8 milliard US\$ en 2013

dont donateurs du Golfe

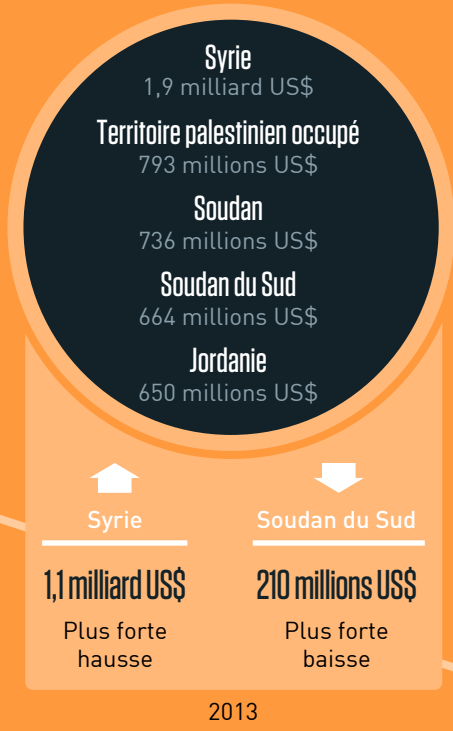
**1,7 milliard US\$**  
2014  
0,8 milliard US\$ en 2013



États-Unis  
**1,2 milliard US\$**  
Plus forte hausse en 2014

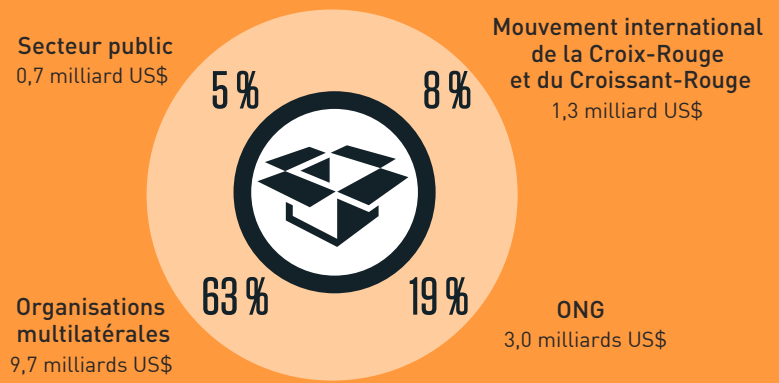
# À qui l'aide est-elle destinée ?

5 principaux bénéficiaires, 2013



# Comment est-elle acheminée ?

Canaux d'acheminement de l'aide humanitaire, 2013



Principales crises oubliées depuis 2004

- Algérie/Sahara occidental (crise sahraouie)
- Birmanie (conflit dans l'État Kachin et crise en Arakan)

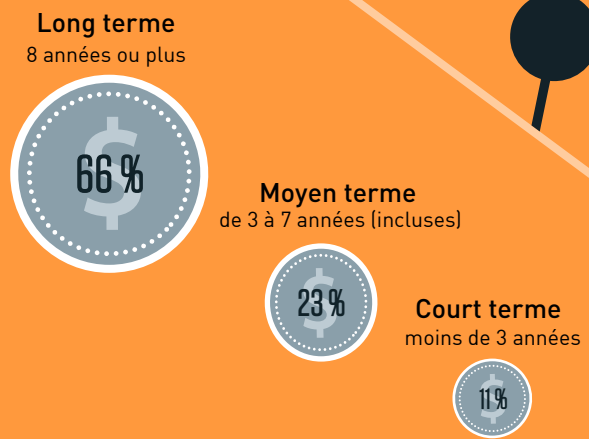
# Que finance-t-elle ?

3 principaux secteurs recevant des financements dans le cadre des appels de l'ONU, 2014



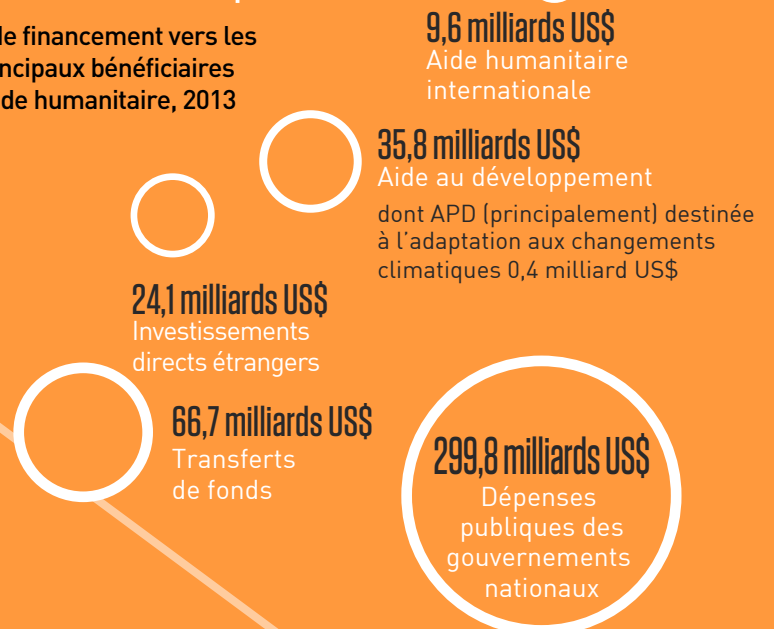
# Quand et pour quelle durée ?

Dépenses humanitaires des donateurs du CAD de l'OCDE auprès des bénéficiaires à long, moyen et court terme, 2013



# Quelles sont les autres ressources importantes ?

Flux de financement vers les 20 principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire, 2013



# Résumé

Le financement de l'aide humanitaire est aujourd'hui au cœur des préoccupations, et ce pour deux raisons : tout d'abord, l'urgence de réunir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins importants et pluridimensionnels d'un nombre croissant de personnes ; ensuite, les occasions exceptionnelles de trouver des solutions dans le cadre des processus mondiaux de 2015 et 2016 sur la réduction des risques, le développement, le climat et l'action humanitaire.

Ces questions ont été brutalement portées sur le devant de la scène en 2014, lorsque l'épidémie de virus Ebola et le conflit en Iraq ont mis l'aide humanitaire au défi de manières très différentes, parallèlement à l'intensification de certaines situations d'urgence et crises prolongées dans d'autres régions, notamment en Syrie et au Soudan du Sud. Par rapport à 2013, 10,7 millions de personnes supplémentaires ont été touchées par des catastrophes naturelles à travers le monde, tandis que le nombre de personnes déplacées en raison de conflits et de persécutions a atteint le plus haut niveau jamais enregistré.

L'Extrême-Orient a été la région la plus affectée par les catastrophes naturelles au cours des dix dernières années. En revanche, le contexte économique et géographique des déplacements forcés évolue. Du fait des conflits syrien et iraquien, il y a désormais plus de personnes déplacées au Moyen-Orient qu'en Afrique. De même, leur nombre est plus important dans les pays à revenu intermédiaire que dans les pays à faible revenu. La planification et les ressources des interventions et des initiatives favorisant la résilience évoluent donc également. Dans ce contexte, les gouvernements qui accueillent des réfugiés, notamment la Turquie, et les donateurs du Golfe jouent un rôle essentiel dans l'effort de financement de l'aide humanitaire.

En réponse à la hausse et à l'évolution des besoins, l'aide humanitaire internationale a augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant un nouveau record. Les contributions ont totalisé 24,5 milliards US\$, soit près d'un cinquième (19 %) de plus que l'année précédente.

L'aide humanitaire provenant de donateurs publics comme privés s'est intensifiée. En 2014, l'aide humanitaire internationale apportée par les États et les institutions de l'UE a augmenté de 24 %. Les dix principaux États donateurs de 2013 ont tous renforcé leur appui, et beaucoup ont fourni leur contribution la plus importante des dix dernières années. Si le groupe des principaux donateurs reste globalement inchangé par rapport aux années précédentes, il convient toutefois de noter que l'Arabie saoudite a rejoint ses rangs. Au total, l'aide humanitaire internationale des États donateurs au Moyen-Orient a augmenté de 120 % par rapport à 2013, essentiellement en réponse aux conflits dans la région.

Les contributions privées ont enregistré une hausse d'environ 8 % – soit une évolution moins marquée que pour celles des États. Ce soutien provenant de particuliers, d'entreprises, de trusts et de fondations représente environ un quart de l'aide humanitaire internationale apportée l'année dernière. Tendanciellement à privilégier la réponse aux catastrophes par rapport aux interventions dans les zones de conflit, les donateurs privés ont été le premier groupe de contributeurs de l'aide humanitaire internationale à la suite du typhon Haiyan en 2013 et le troisième face au virus Ebola en 2014, selon le Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

En 2014, 12 milliards US\$ d'aide humanitaire internationale ont été mobilisés pour répondre aux besoins exprimés par des agences de l'ONU, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres intervenants dans des appels coordonnés par l'ONU. Ce niveau de soutien sans précédent n'a pourtant pas été suffisant pour pourvoir à une demande record de 19,5 milliards US\$. Le volume des besoins non satisfaits s'élevait à 7,5 milliards US\$ (38 %), soit également le taux le plus élevé à ce jour. Ce déficit mondial s'est maintenu de façon inégale entre les crises : l'écart entre les appels de l'ONU ayant recueilli le plus et le moins de financements a atteint 78 points de pourcentage en 2014 – la plus grande différence depuis 2008.

Les financements se sont concentrés sur un petit nombre de pays, que ce soit dans le cadre des appels coordonnés de l'ONU ou au-delà. Cinq situations d'urgence aiguës en 2014 (celles classées au niveau 3 par les Nations Unies, à savoir la Syrie, la République centrafricaine (RCA), le Soudan du Sud, l'Iraq et les pays touchés par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest) ont reçu 57 % de l'ensemble des financements déclarés l'an dernier. Ce chiffre témoigne d'une hausse significative de la proportion des financements affectés aux situations d'urgence de niveau 3 par rapport à l'année précédente (36 %). En raison des préférences des donateurs et de la concurrence entre les demandes, certaines crises ont été « oubliées », notamment de nombreuses situations non couvertes par les appels internationaux.

Il est important de considérer la manière dont l'aide humanitaire est acheminée du donateur aux personnes touchées par les crises. Les « canaux de distribution », mais

---

L'aide humanitaire internationale a augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant un nouveau record. Les contributions ont totalisé 24,5 milliards US\$, soit près d'un cinquième (19 %) de plus que l'année précédente.

---

aussi la longueur et la nature des chaînes de transaction, influent sur la rapidité, la rentabilité et la pertinence d'une intervention. Près de la moitié de l'aide humanitaire internationale (48 %) provenant des gouvernements donateurs a de nouveau été orientée en priorité vers six agences de l'ONU ayant joué un rôle clé dans la coordination et la réponse humanitaire en 2013. En 2014, les fonds de financement commun gérés par l'ONU ont de nouveau constitué d'importants moyens de répondre aux pics de demande et de remédier au sous-financement de certaines situations d'urgence. Bien que relativement réduits, ils ont mobilisé des sommes plus importantes (1,1 milliard US\$), représentant cependant une part plus faible (4 %) de la réponse humanitaire internationale totale pour la deuxième année consécutive.

Les ONG ont directement reçu 18 % de l'aide humanitaire déclarée au Service de surveillance financière en 2014, dont la grande majorité a initialement transité par des ONG internationales. Même si le rôle important des ONG nationales et locales dans l'action humanitaire est largement reconnu, les données de 2014 suggèrent que leur part directe du volume total a diminué de moitié, passant de 0,4 % en 2012 à 0,2 % en 2014.

Bien que la proportion de l'aide humanitaire internationale acheminée vers les autorités nationales des États touchés ait augmenté par rapport aux deux années précédentes, elle reste faible, représentant près de 3 % seulement de l'aide déclarée au Service de surveillance financière en 2014. Les donateurs ne faisant pas partie du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se montrent plus disposés à fournir une aide humanitaire par l'intermédiaire des États touchés par les crises.

L'augmentation des populations déplacées est prise en compte dans l'affectation des ressources humanitaires. Pour la deuxième année consécutive, l'aide « multisectorielle » à destination des réfugiés a représenté la part la plus importante des besoins et des financements entrant dans le cadre des appels de l'ONU. Au-delà des grandes catégories sectorielles, le détail des dépenses reste difficile à déterminer. Les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation ont incontestablement gagné en importance ces dernières années. Cependant, le montant exact des financements alloués aux programmes de transferts monétaires n'est pas visible dans les rapports financiers actuels. Il en va de même pour la réduction des risques de catastrophe et l'égalité des sexes, malgré un dispositif de suivi destiné à évaluer la contribution de tous les programmes à ce dernier aspect.

Alors qu'il est essentiel de prendre des mesures précoces et d'apporter une réponse rapide, les deux tiers (66 %) de l'aide humanitaire provenant des seuls donateurs du DAC sont toujours orientés vers des pays bénéficiaires à long terme, en raison de crises prolongées ou récurrentes. De nouveaux mécanismes de financement conçus pour répondre aux risques récurrents sont en train d'apparaître. Parallèlement, les appels coordonnés de l'ONU ont évolué pour s'adapter aux nouvelles réalités, avec une tendance constante aux appels pluriannuels mettant l'accent sur la résilience.

Il est généralement admis que l'aide humanitaire internationale seule n'est ni suffisante, ni appropriée pour faire face à l'ampleur et à la complexité des crises actuelles ou aux facteurs sous-jacents d'instabilité, de pauvreté et de vulnérabilité. Les pays fortement exposés aux crises abritent l'essentiel des personnes les plus pauvres du monde. Environ 93 % des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans des pays politiquement fragiles et/ou écologiquement vulnérables. Les gouvernements nationaux devraient jouer un rôle moteur dans la réduction des risques, la réponse aux crises et le renforcement de la résilience, rôle qu'ils remplissent en effet le plus souvent. Cependant, c'est en général justement dans les endroits les plus vulnérables aux crises, en particulier dans de nombreuses zones de conflit, que les ressources et les capacités nationales et locales sont les plus déficientes.

Les ressources internationales restent donc importantes, mais leur disponibilité peut être limitée pour les pays en situation de crise. Par exemple, les niveaux de transferts de fonds et d'investissements directs étrangers y sont inférieurs à ceux d'autres pays en développement. En outre, les engagements en faveur des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement des États doivent encore se traduire par un soutien financier significatif et prévisible, tandis que le financement de l'adaptation aux changements climatiques ne parvient que rarement à atteindre les personnes les plus vulnérables aux impacts de ces phénomènes.

Les informations dont on dispose sur les pays touchés par des crises et susceptibles de l'être montrent l'importance d'exploiter plusieurs ressources pour atténuer l'impact de la crise, réduire les risques et mettre fin à la pauvreté de manière systématique. Cependant, il reste encore beaucoup de zones d'ombre et des données plus complètes sont nécessaires. La plupart des outils et plateformes permettant d'élaborer une réponse plus efficace existent déjà et les particularités de certaines crises obligent à innover dans certaines régions. Le défi consiste à généraliser leur utilisation.

---

Environ 93 % des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans des pays politiquement fragiles et/ou écologiquement vulnérables.

---



Global Humanitarian  
Assistance

A DEVELOPMENT INITIATIVE 

Le rapport sur l'aide humanitaire internationale 2015 s'appuie sur les données les plus récentes pour présenter les financements internationaux alloués aux situations humanitaires de la façon la plus exhaustive possible. Les parties portant sur les tendances de l'aide humanitaire, sur les situations d'urgence apparues récemment et leurs impacts humains, ainsi que sur les efforts déployés pour renforcer les interventions auprès des populations lors des crises attestent de la complexité de l'action humanitaire internationale. Le rapport répond aux interrogations sur la façon dont le monde finance la réponse aux crises et aux situations de vulnérabilité.

Quelle est l'ampleur de l'aide humanitaire ? De qui provient-elle ? À qui est-elle destinée ? Comment est-elle acheminée ? Quelles autres ressources sont disponibles ? Le rapport sur l'aide humanitaire internationale 2015 fournit des informations transparentes et fiables, essentielles à tous ceux qui luttent contre les crises, les risques et les vulnérabilités.

Pour lire les précédents rapports ou télécharger et partager celui-ci, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse [www.globalhumanitarianassistance.org](http://www.globalhumanitarianassistance.org). Pour communiquer avec les auteurs, poser des questions ou formuler des observations, veuillez nous contacter par courriel ([gha@devinit.org](mailto:gha@devinit.org)) ou via le centre d'assistance disponible sur notre site Internet. Vos commentaires sont les bienvenus.

[www.globalhumanitarianassistance.org](http://www.globalhumanitarianassistance.org)



#### Bureau du Royaume-Uni

Development Initiatives, North Quay House, Quay Side  
Temple Back, Bristol, BS1 6FL, Royaume-Uni  
Tél. : +44 (0) 1179 272 505

#### Plateforme pour l'Afrique

Development Initiatives, Shelter Afrique Building,  
4th Floor Mamlaka Road, Nairobi, PO Box 102802-00101, Kenya  
Tél. : +254 (0) 20 272 5346

#### Recherche et formation sur le développement, Ouganda

Development Research and Training (DRT), Ggaba Road  
Mutesasira Zone, Kansanga, Kampala, PO Box 22459, Ouganda  
Tél. : +256 (0) 312 - 263629/30

Courriel : [gha@devinit.org](mailto:gha@devinit.org) www : [globalhumanitarianassistance.org](http://globalhumanitarianassistance.org)  
Suivez-nous sur Twitter : [@gha\\_org](https://twitter.com/gha_org) et [@devinitorg](https://twitter.com/devinitorg)